

**NO MAN'S LAND DES LANGUES :
Pour un développement humain...**

Foudil DAHOU

Université Kasdi Merbah – Ouargla

Si l'on accepte l'affirmation de Claude Hagège selon laquelle « *les multilingues seront le ciment du monde* »ⁱ, il devient concevable que les forces interactionnistes de la mondialisation/globalisation puissent nous inciter à réviser notre jugement linguistique en faveur d'un syncrétisme des langues et des cultures. Cette affirmation affecte en effet la façon dont on conçoit le communautarisme linguistique pour lequel « (...) la notion de « communauté » est ainsi réduite à une variété de langue possédée en commun, et ignore la complexité de nombreuses communautés réelles, avec leur multilinguisme et des schémas divers d'utilisation de variétés identiques ou similaires ».ⁱⁱ

Nos consciences engourdies d'universitaires en disgrâce intellectuelle tentent de comprendre et de repenser cette *logique communautariste* en prise avec ce *culte de la mondialisation/globalisation* dont les discours respectifs engendrent une « (...) barbarie douce [procédant] de l'insignifiance et de la manipulation ».ⁱⁱⁱ Il importe d'explorer la dynamique mondialisante dans la perspective choisie des rapports hégémoniques des langues et de considérer *la tragédie de la langue et de la culture dans le développement humain*. Il s'agit véritablement de tragédie car chaque catégorie d'hommes lutte diversement afin de conjurer la menace omniprésente de sa dissolution. « *La scène a quitté la région du cœur pour s'élever au niveau de l'esprit. Le conflit est d'ordre intellectuel, parce que le drame concerne presque exclusivement des hommes instruits, à un moment où les techniques importées d'Occident s'emparent de tous et de tout, entendent substituer à la tribu « sauvage » un pays « moderne » et « civilisé »* ».^{iv}

Seuls les partisans d'un fatalisme mondialiste à caractère techniciste peuvent être convaincus de la nécessité d'une hégémonie linguistique dont le reflet culturel prend inévitablement la configuration occidentale. Aujourd'hui, il importe particulièrement d'articuler cet aspect *inter-national* des rapports humains et de contrecarrer les décisions politiques de *l'insécurité civilisationnelle* sous toutes ses formes : technologique, culturelle et linguistique. « *Quand le discours des politiques tend à s'aligner sur des formules managériales, sous prétexte de prendre en compte les évolutions, on peut s'inquiéter à juste titre de l'état d'un certain nombre d'institutions* ».

Pourtant, dans l'intelligence linguistique et culturelle du développement humain, la vision occidentale connaît également ses incertitudes en terme de modélisation dans la mesure où sa prétention consensuelle écrase les imaginaires propres des *minorités économiques* délibérément écartées du schéma de la communication mondiale, alors même que la communication interculturelle compose un lieu d'interdiscursivité, le point nodal du cadre conceptuel des facteurs d'intégration dans le contexte mondial.

L'expérience mondiale d'intégration sociale et culturelle des populations immigrées par leur intégration linguistique a longtemps reposé sur des prétextes électoraux propagandistes qui n'ont jamais tenu leurs promesses d'insertion même dans les cas de naturalisation massive d'individus, notamment pour *rajeunir* la population de quelques pays développés. Cette assimilation politicienne comme composante de l'identité sociale des personnes a progressivement conduit les populations *aliénées* non seulement au communautarisme économique banlieusard mais, conséquence inéluctable, consacré la ghettoïsation linguistique et culturelle.

Comprendre ce qui est en jeu dans le schéma évolutionniste de la *mondialisation linguistique* permet de dégager des pistes d'action tenant compte de la somme des échanges convergents et antagonistes existant entre pays développés et pays en voie de développement. La mondialisation étant l'objet de vifs affrontements à tous les niveaux de décisions sociopolitiques, semble constituer par ailleurs le seuil de tolérance vis-à-vis des *pays retardataires* en ma-

tière de technologie et de démocratie. Il est vrai que ces retardataires se montrent de plus en plus rebelles aux nombreuses tentatives de récupération dont ils sont sans cesse l'objet ; sous prétexte de les aider à *se réformer* le Fond Monétaire International épuise leurs ressources humaines dans des transactions qui ne profitent qu'aux pays créanciers privilégiés. Pourtant, « *la communauté ne connaissant qu'une activité tournée vers l'intériorité devra désormais se plier aux exigences des relations de plus en plus ouvertes sur l'extériorité imposées par la mondialisation et ses circuits monétaires, obligeant à un langage nouveau celui de sa technologie et de son économie* ». »^{vi}

La double allégeance d'homogénéité intérieure/d'hétérogénéité extérieure ^{vii} des Etats-nations ne traduit qu'imparfaitement certaines manifestations idéologiques inhérentes à la problématique de l'identité des peuples très souvent revendiquée en termes de discrimination raciale et de ségrégation linguistique. L'identité des personnes et des communautés exige la construction et la reconnaissance d'une légitimité d'être autrement plus souple dans ses principes que celle d'un Droit International dont l'opacité évacue tout devoir de justice. Une telle opacité fragilise, d'une part, considérablement les naturelles divergences de visions entre collectivité internationale et collectivité locale, en matière de solidarité et de développement ; amène, d'autre part, également à reposer la question essentielle du rôle de l'éducation dans les perspectives de la formation de l'individu et de l'information du public.

La formation de l'individu a cette force particulière de corriger les représentations inhibitrices et les préjugés de la mémoire historique aussi bien chez l'individu que chez la collectivité pour le principe de cohérence politique qui participe au développement humain. Ce n'est qu'à cette condition que la langue et la culture peuvent prétendre à l'émancipation des esprits, convaincus de la nécessité et du droit de chaque peuple, de tous les peuples au progrès humain, dans un monde contemporain ravagé par les incompréhensions et les rapports de force inégaux. Les Arabes composent à ce titre une illustration édifiante. « *S'il leur faut se réinstaller dans le monde, trop souvent ce doit être contre lui. Seulement faudra-t-il englober, dans la*

nécessaire résistance à l'Autre, la réduction de l'Autre, et finalement le refus de tout ce qui n'est pas soi ? »^{viii}

Ce qui est important avec les convictions, c'est de contribuer, au nom des nobles causes, à la justification de la fondamentale ligne de **démarcation** entre l'opinion mondiale/publique et l'intime point de vue du simple citoyen trop souvent exclu du schéma de la prise de décision politique ; en d'autres termes certaines personnalités sont interdites de parole parce qu'elles dérangent l'ordre préétabli – l'ordre qui renforce le pouvoir laïc des temps européens. « (...) [Ces] temps européens sont ceux de l'individu. Alors que les philosophies contemporaines s'étaient plutôt acharnées à détruire le sujet, à le déconstruire dans les mœurs et dans la vie sociale, l'individu est devenu central. C'est aussi d'ailleurs de là que provient la faiblesse tant de la pensée que de l'action politique : le politique ne peut plus que s'adresser aux individus, alors que précisément un ensemble d'individus ne constitue en rien un authentique groupe politique et sans doute pas une cité au sens classique du mot. »^{ix}

La puissance du citoyen et de la citoyenneté réside dans leur lucidité à refuser toute figure d'inculture moderne tendant à se généraliser, « (...) en particulier de cette forme moderne d'analphabétisme qu'est l'illettrisme. Situation, on le sait, de ceux qui, ayant appris à lire et à écrire, en ont perdu la pratique au point de ne plus pouvoir comprendre un texte simple et bref en rapport avec leur vie quotidienne. »^x De fait, la langue et la culture apparaissent comme les investissements moteurs du III^e millénaire où chaque citoyen se doit à la fois de développer son système spécifique de communication et de préserver suffisamment de convention linguistique et sociale, garante de son humanité par la faculté de langage. Quoique souligne judicieusement Chems Eddine Chitour : « En fait, rien ne peut se faire dans l'approximation, la grande erreur est de croire que l'on peut entrer dans le développement, dans la modernité et dans le monde de la science, par effraction. Rien ne peut remplacer une vision nouvelle de la hiérarchie du travail (...). Une pédagogie sociale est nécessaire dans le calme et la sérénité, ce qui permettrait de donner en définitive à chacun son dû sans pour autant créer des frictions. »^{xi}

Ces frictions interpersonnelles et entre collectivités nous renvoient sans ambages les affrontements sociologiques que connaissent les sociétés contemporaines, lesquelles sociétés défendent leur idéal de dignité, de solidarité et de cohabitation par une égale distribution de la parole citoyenne. Cependant quelles que soient les solutions, toujours partielles jamais impartiales, proposées ou imposées elles découlent toutes d'un discours d'autorité qui perturbe et compromet grandement nos attitudes devant les problèmes issus surtout du conflit identitaire. La citoyenneté est au prix de la responsabilité de la personne humaine, laquelle exige le respect des droits économiques, sociaux et culturels des individus d'autant plus qu'« *avec le processus de globalisation, les gouvernements n'ont généralement plus le monopole du pouvoir politique, et l'influence des institutions financières internationales et des sociétés transnationales s'est renforcée.* »^{xii}

Cette consolidation stratégique des entités économiques mondiales supporte l'intronisation d'un « *nouvel ordre international de l'information* »^{xiii} qui creuse chaque jour davantage l'énorme fossé technologique que les pays en voie de développement n'ont cessé de combler grâce à des langues dont très souvent les moyens politiques, pour les équiper, sont tout à fait dérisoires en regard des fonds considérables débloqués par les pays développés. Que « *les pays développés déshumanisent intérieurement l'homme et extérieurement les peuples* »^{xiv} ne saurait être qu'une piètre consolation pour les plus déshérités de la planète, car un tel fait ne constitue en somme qu'une question de perspectives reposant sur des visions du monde divergentes, sur des choix politico-économiques arrêtés et réaffirmés en différences culturelles dans la réalité du management. *Pays à mentalité communautaire* ou bien *pays à mentalité individualiste*, l'option importe très peu dans la mesure où chacune n'incarne qu'un modèle parmi tant d'autres.

La réalité mondiale est autrement plus délicate. En fait, « *dans un contexte d'incertitude sur l'avenir à long terme de la communauté planétaire, certains ont avancé des arguments afin d'améliorer la qualité de la communication transculturelle. Il est à craindre que*

notre civilisation ne périlite si nous nous montrons incapables d'apprendre à communiquer plus efficacement. »^{xv}

Cependant, la communication transculturelle, dans son principe opératoire, ne signifie absolument pas l'instauration d'un régime monolingue hégémonique par définition mais l'application effective d'une justice linguistique^{xvi} inter-nationale, sachant qu'il « (...) s'agit moins d'aborder les questions identitaires comme une affirmation, un état, ou l'appartenance à une communauté linguistique donnée que comme un ensemble feuilleté de possibles qui s'actualise en s'adaptant au mieux aux potentialités d'un marché linguistique instable. »^{xvii}

Nonobstant, les questions identitaires liées à la concurrence des langues constituent les premières inquiétudes contemporaines très souvent soulevées par des rivalités internationales et des tempêtes politiques qui asservissent, par l'omniprésence des médias, les individus et les peuples en mal de représentations.

Les représentations individuelles et collectives sont à ce prix qu'il faille les dénoncer lorsqu'elles participent de la démesure ; pourtant, il convient de les interroger sereinement afin de saisir ce qu'elles portent en elles-mêmes d'ineffable et susceptible de libérer les vives consciences humaines en mal de repères et rongées par l'hégémonie linguistique. L'homme est en demeure de repenser sa mentalité sociale traversée par les enjeux des capitaux linguistiques étrangers.

A ce titre, le devenir linguistique de l'Algérie nous interpelle. Que peuvent bien signifier en effet le français et l'anglais pour le devenir de la personnalité et de l'individualité algérienne ? Ces deux langues sont-elles (ré) conciliables dans la logique de réflexion du citoyen algérien alors même que le système éducatif national donne à lire pour chacune d'elles un schéma sociopolitique et géostratégique des plus singuliers ? Deux systèmes de références se confrontent dans le marché des langues pour imposer la langue des marchés ; deux systèmes d'enseignement/apprentissage dichotomiques : endogène pour le français, exogène pour l'anglais, prétendent ouvrir l'algérianité à la mondialisation lorsque le problème de l'intégration sociale des minorités demeure irrésolu.

L'intégration sociale, la socialisation de la différence conduisent irrémédiablement à indexer des valeurs ressenties comme contre-valeurs par une Institution politique dont le seul souci est de préserver un ordre linguistique préétabli et pourtant incapable de rendre pleinement compte de la mouvance sociale en constants bouleversements. Telles se donnent à saisir et à comprendre les représentations sociales et linguistiques liées à notre imaginaire de l'étranger *in absentia* et pourtant combien présent dans la force de prégnance de sa langue politiquement, socialement, culturellement et économiquement récupérée par la mondialisation /globalisation.

Dans cette mouvance mondialisante et mondialiste, les Arabes, Peuple parmi les Peuples, se repensent : « (...) *le passé qui survit dans leur langue et inspire beaucoup de leurs attitudes a été trop grand pour ne pas peser lourd, à moins qu'il ne s'allège en mythe. En feront-ils le socle d'une histoire ou le lieu d'une évasion ? Tout dépend de leur façon de l'assumer.* »^{xviii}

Le monde occidental ou occidentalisé postule la mondialisation, Les Arabes revendiquent l'arabisation. « *Que la société doive se refaire dans sa langue, c'est évident, et cela ne devrait nullement signifier l'abandon des langues complémentaires ou des cultures secondes. Mais qu'on réduise l'arabisation à une simple question d'instrument véhiculaire, et qu'on croie la résoudre en transférant la science des autres dans sa langue à soi, ce ne serait là qu'une réusite d'interprétariat. Or la vraie arabisation n'est qu'un autre nom de la créativité, de la vie.* »^{xix}

De fait, la modernisation des pays en voie de développement ne devrait pas être conditionnée par autrui mais réalisée par leurs propres acteurs sociaux dans la perspective légitime du développement humain inscrit dans la revendication d'un *no man's land des langues*. En effet, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes les libère de « (...) *ce capital de crainte respectueuse* (...) »^{xx} amassé par la force, des grandes puissances économiques et militaires.

Le mythe de la supériorité linguistique d'un peuple n'équivaut aucunement à l'éveil de sa conscience linguistique mais au chaos des re-

lations internationales si l'on ignore la nécessité naturelle des langues à cohabiter et à interagir car *«tant qu'il y aura des langues, elles continueront à échanger leurs mots sans craindre de perdre leurs âmes, car une langue qui vit est une langue qui donne et qui reçoit.»*^{xxi}

C'est sous cet angle spécifique que nous convenons de lire la problématique des langues partagées, dans leurs interactions, entre le principe de l'ingérence et celui de l'intégration pour mieux définir en quoi elle pourrait dépasser sereinement la notion de conflit des langues et des cultures et aborder la notion de coexistence linguistico-culturelle.

Le no man's land linguistique exige une forme de décentration de la notion même de langue, si nous voulons saisir absolument cet idéal humain qui réclame une salubre compréhension de nos croyances et de nos représentations didactiques à la base de notre imaginaire linguistique. Lequel imaginaire produit nos attitudes, conduites et comportements dans le domaine spécifique de l'enseignement-apprentissage des langues maternelles, secondes et étrangères pour l'édification d'une mythologie de l'interculturel *« (...) [relevant] d'une démarche qui questionne les appartenances, dans des sociétés de plus en plus interactives, où sont à l'œuvre l'échange, le métissage et le cosmopolitisme.»*^{xxii}

C'est dans cet ordre d'idées et avec cet esprit de réconciliation et de tolérance à l'échelle du monde contemporain qu'il convient de considérer sérieusement la prise en charge totale du développement humain et du facteur interculturel, non dans la perspective d'une élaboration doctrinale conflictuelle produite sur des schémas linguistiques, culturels et cognitifs d'où est évacuée la dimension didactique. Mais de gérer une redéfinition des langues et des cultures dans le but de construire l'égalité linguistico-culturelle en rejetant catégoriquement la préexcellence de la culture et l'hégémonie de la langue.

Cette nouvelle confiance en le no man's land des langues, et partant des cultures, ne prémunit cependant pas, encore une fois, les peuples contre les effets de l'insécurité interprétative dans la volonté hu-

maine d'organiser et de préserver le lien linguistico-culturel. Les peuples le savent pertinemment à leurs dépens : « *l'homme met du sens partout. Il ne peut pas se défaire de la continuelle production de sens qui caractérise sa parole, au point qu'il doive renoncer à ce qui fait pourtant le lot commun du moindre animal, voir, sentir, percevoir le réel de la même façon que son congénère. S'accorder sur un minimum de points de vue communs nécessite un gigantesque travail pour des résultats toujours modestes, et toujours à recommencer.* »²³

Principales références bibliographiques :

- Claude HAGEGE, *L'enfant au deux langues*, Editions Odile Jacob.
- Dell H. HYMES, *Vers la compétence de communication*, Coll. Langues et apprentissages des langues, Ed. Hatier-Crédif, Paris, 1984, pp. 147-148.
- Jean-Pierre LE GOFF, *La barbarie douce : la modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Coll. Sciences Sociales, Casbah Editions, Alger, 2004, p. 07.
- Thomas MELONE, *Chinua Achebe et la tragédie de l'Histoire*, Coll. Critique littéraire, Ed. Présence Africaine, Paris, 1973, pp. 79-80.
- Jean-Pierre LE GOFF, op. cit., p. 06.
- Yasmina CHERRAD, « Mondialisation et politique des langues », in *Les Cahiers du SLADD*, n°01 [Actes des journées scientifiques : Des Langues et des Discours en question], décembre 2002, Université Mentouri – Constantine, p. 10.
- Ibid., p. 11.
- Jacques BERQUE (sous la dir. de), *Bibliographie de la culture arabe contemporaine*, Sindbad/Les Presses de l'Unesco, Paris, 1981, p. 11.
- Michel BARAT, in « Interview Michel Barat », in *Histoire & Patrimoine*, n° 08 [Histoire des Francs-maçons], 2004, p. 06.
- Ignacio RAMONET, *Le Monde diplomatique*, 1988.
- Chems Eddine CHITOUR, « De la fuite des cerveaux à une diaspora de l'intelligence », in *LIBERTE*, n° 3225, lundi 12 mai 2003, p. 02.
- Pierre SANE, « Les nouveaux défis de l'inégalité », in *Label France*, n°34, 1998, pp. 24-25.
- Yves Eudes, *La conquête des esprits. L'appareil d'exportation culturelle américain*, FM / Cahiers libres 366, Paris, 1982, p. 09.
- Ernesto Eduardo BORGA, « Pays sous-développés et pays sous-développants ou en anti-développement », in *XXIV^e CONGRES INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE* (Alger 25-30 mars 1974), OPU, T. 1, Alger, p. 453.

Gerard M. WILLEMS, Politique de formation des professeurs de langues en faveur de la diversité linguistique et de la communication interculturelle (Guide pour les politiques linguistiques éducatives en Europe - De la diversité linguistique à l'éducation plurilingue) [Etude de référence] Division des politiques linguistiques Direction de l'éducation scolaire, extra-scolaire et de l'enseignement supérieur DG IV Conseil de l'Europe, Strasbourg 2002, p. 09.

Laurent de BRIEY, Philippe Van PARIJS, La justice linguistique comme justice coopérative, DOCH 82.

Geneviève ZARATE, « D'une culture à d'autres : critères pour évaluer la structure d'un capital pluriculturel », in Lidil, n°18, 1998, p. 150.

Jacques BERQUE, op. cit., p. 11.

Ibid., p. 16.

Henri GRIMAL, La décolonisation : de 1919 à nos jours, Coll. Historiques, Editions Complexe, Bruxelles, 1985 (nouvelle édition), p. 96.

Henriette WALTER, L'aventure des langues en Occident, Ed. Robert Laffont, S.A, Paris, 1994, p. 505.

Roselyne de VILLANOVA, Marie-Antoinette HILY, Gabrielle VARRO, Construire l'interculturel ? De la notion aux pratiques, Ed. l'Harmattan, Paris, 2001, quatrième de couverture.

Philippe BRETON, La Parole manipulée, La Découverte/Poche Essais n°88, Paris, 2000, p. 32.